

DÉSÉQUILIBRE DES POUVOIRS

## Qui contrôlera la politique européenne de Défense ?



L'Union de l'Europe occidentale (UEO), reliquat de la Guerre froide devenu obsolète, a été dissoute en 2001, mais son Assemblée parlementaire, constituée de délégués des Parlements nationaux, a survécu. Alors que le Conseil européen conçoit une défense commune, cette assemblée ambitionne d'en assurer le contrôle parlementaire. Même insuffisante sur le plan démocratique, cette avancée ne manquerait pas de peser sur la politique en cours d'élaboration et renforcerait la volonté d'indépendance européenne face à l'OTAN.

page 2

### L'Accord de Genève repose-t-il sur les bons principes ?

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

L'Accord de Genève pour la solution du conflit israélo-palestinien a été rendu public le 1er décembre mais il n'est pas certain que les principes sur lesquels ils reposent soient les plus judicieux. Murhaf Jouejati du Middle East Institute rappelle que le plan de paix saoudien, présenté par le prince Abadallah lors du sommet de la Ligue arabe de Beyrouth, a tracé une voie offrant des garanties à un beaucoup plus grand nombre de protagonistes.

page 7

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Des pays arabes ouvrent leur secteur énergétique aux investisseurs étrangers

■ Israël et les États-Unis résistent à l'appel aux négociations lancé par le président syrien

■ Israël poursuit le morcellement des territoires occupés

■ Polémique dans « L'Orient Le Jour » sur l'avenir politique de Rafic Hariri

■ Selon « Ha'aretz », les États-Unis se désengagent du conflit israélo-palestinien

page 13

### GUERRE GLOBALE AU TERRORISME

## L'OTAN se prépare à la guerre BRN au Proche-Orient



Un nouveau Bataillon multinational de défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) a été officiellement mis en place par l'OTAN ce 3 décembre 2003 en application des décisions du sommet de Prague de 2002. Il peut se déployer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de responsabilité de l'Alliance atlantique. Sa création participe donc à la transformation de la nature et des objectifs de l'OTAN qui évolue d'une organisation de défense mutuelle vers une force de projection supplétive des États-Unis.

page 5

## Déséquilibre des pouvoirs

# Qui contrôlera la politique européenne de Défense ?

**L'Union de l'Europe occidentale (UEO), reliquat de la Guerre froide devenu obsolète, a été dissoute en 2001, mais son Assemblée parlementaire, constituée de délégués des Parlements nationaux, a survécu. Alors que le Conseil européen conçoit une défense commune, cette assemblée ambitionne d'en assurer le contrôle parlementaire. Même insuffisante sur le plan démocratique, cette avancée ne manquerait pas de peser sur la politique en cours d'élaboration et renforcerait la volonté d'indépendance européenne face à l'OTAN.**



La 49e session de l'**Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO)** s'est ouverte, lundi 1er décembre 2003 à Paris, dans un certain flou artistique. En effet, l'UEO a été créée en 1954 et dissoute en 2001, mais son assemblée parlementaire lui a survécu. Cette organisation s'est constituée par défaut après l'échec du projet de Communauté européenne de défense (CED). Elle reposait sur une clause de défense mutuelle, comparable à celle de l'OTAN, et ambitionnait d'intégrer les armées des États qui constituaient alors l'embryon de l'actuelle Union européenne. Cependant l'UEO ne disposa jamais des moyens de sa politique. Tout au plus prit-elle en charge un groupe d'harmonisation des armements, un institut de recherches stratégiques et un centre d'observation satellitaire. Tout au long de la Guerre froide, l'UEO est apparue comme un

appendice de l'OTAN au sein des institutions européennes. Après l'effondrement de l'URSS, l'UEO est tombée en atonie, avant d'être liquidée par Javier Solana lorsqu'il passa du poste de secrétaire général de l'OTAN à celui de secrétaire général de l'Union Européenne (UE).

## À quoi l'Assemblée de l'UEO peut-elle servir ?

La première question à laquelle a donc du répondre l'Assemblée, c'est de comprendre à quoi elle peut bien encore servir. D'autant plus que lors du Conseil européen de Naples, samedi dernier, les chefs d'État et de gouvernement ont évoqué l'inscription d'une clause de défense mutuelle dans le prochain traité constitutionnel de l'Union et l'organisation d'une coopération structurée en la matière. Or, les États membres de l'UE, de l'UEO et de l'OTAN ne sont pas exactement identiques de sorte que les relations entre les trois institutions sont confuses.

En ouvrant la session, le président de l'Assemblée, le Luxembourgeois Marcel Glesener, s'est demandé :

- ▶ Quels sont les critères requis pour souscrire à la clause de défense mutuelle ?
- ▶ Qui garantira militairement un tel engagement des pays membres qui ne font pas partie de l'Alliance atlantique ?
- ▶ Comment les pays alliés européens non membres de l'Union européenne pourront-ils bénéficier d'une telle coopération ?

Au cours des débats, l'Assemblée -qui avait toujours été atlantiste- s'est prononcée sans ambages pour une « autonomie d'action » européenne en matière de défense. Elle a préconisé la création d'un Conseil de sécurité européen, d'une Agence européenne de renseignement militaire et d'une Agence européenne de technologies de défense. Puis, elle a souligné que pour remplir les objectifs de Petersberg (missions humanitaires), l'Union doit se doter d'une force de projection de 50 000 à 60 000 hommes et d'une flotte de transport aérien suffisante. Pour le gouvernement britannique, Lord Bach a rappelé que le Royaume-Uni était prêt à soutenir cette évolution pourvu qu'elle ne sape pas l'OTAN.



Javier Solana

Il s'en est suivi de vifs débats sur le projet soumis par Javier Solana au Conseil européen. Ce document est en effet largement inspiré de la nouvelle doctrine stratégique états-unienne. L'Assemblée a demandé à Solana (ancien et dernier secrétaire général de la défunte UEO) de venir s'expliquer devant elle et de préciser en quoi sa proposition se distinguerait des théories de Paul Wolfowitz sur la guerre préventive.

## Exercer un contrôle parlementaire

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a posé la question du contrôle parlementaire de la future politique de défense européenne puisque le Parlement européen est incompétent en la matière. L'Assemblée s'est

engouffrée dans la brèche et son nouveau président, le Belge Armand De Decker, a déclaré qu'elle était l'instance la plus appropriée pour exercer ce contrôle. Loin d'être une tentative d'auto-conservation de cette assemblée dont la survie est discutée, cette initiative apparaît comme la seule solution possible : en cas d'échec total ou partiel du traité constitutionnel de l'Union, le traité de Nice n'offrirait aucune base juridique à un contrôle parlementaire de la politique de défense européenne. Pour établir un tel contrôle, il faudrait alors en revenir au Traité de Bruxelles modifié... qui créa l'UEO en 1954.

Les membres de l'Assemblée de l'UEO sont des élus délégués par les Parlements nationaux. Ils ont une légitimité à rééquilibrer les pouvoirs au sein de l'Union. L'attribution des questions de défense aux seuls chefs d'États et de gouvernements représenterait *a contrario* une régression démocratique et entraverait le processus d'indépendance face à l'OTAN..

---

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

[www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

## Guerre globale au terrorisme

# L'OTAN se prépare à la guerre BRN au Proche-Orient



Un nouveau Bataillon multinational de défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) a été officiellement mis en place par l'OTAN ce 3 décembre 2003 en application des décisions du sommet de Prague de 2002. Il peut se déployer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de responsabilité de l'Alliance atlantique. Sa création participe donc à la transformation de la nature et des objectifs de l'OTAN qui évolue d'une organisation de défense mutuelle vers une force de projection supplétive des États-Unis.

Son commandement a été confié à la République tchèque. Sous l'autorité du major Vratislav Oswald, il réunit 500 hommes. Son noyau est composé de 160 spécialistes NBC (Nucléaire Bactériologique et Chimique) issus de la 31e unité de défense CBRN de Liberec qui s'était illustrée en détectant des gaz innervants dans le désert saoudien pendant la Guerre du Golfe de 1991.





Treize pays y participent : la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États Unis, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume Uni et la Turquie. Mais ni Allemagne, ni le Danemark, ni la France, ni la Grèce, ni l'Islande, ni le Luxembourg et les Pays-Bas n'ont souhaité s'y associer.

Son quartier général est établi à Liberec, dans le nord de la République tchèque. Chaque pays participant a proposé des postes à l'état major multinational du bataillon à l'appui de la capacité CBRN. Le bataillon organisera régulièrement des entraînements dans le courant de l'année et atteindra la capacité opérationnelle finale pour les opérations de l'OTAN en juillet 2004.

# L'Accord de Genève repose-t-il sur les bons principes ?

## Analyse

Alors que l'opinion publique internationale se réjouit de la signature, lundi 1er décembre, de l'Accord de Genève pour la solution du conflit israélo-palestinien, de nombreuses voix s'élèvent pour redéfinir les conditions de la paix. Si l'intérêt principal du texte de Genève est de montrer que des négociations sont possibles et qu'il existe donc une alternative à la politique d'Ariel Sharon, il n'est pas certain que les principes sur lesquels ils reposent soient les plus judicieux. Murhaf Jouejati du Middle East Institute rappelle dans *Ha'aretz* que le plan de paix saoudien, présenté par le prince Abadallah lors du sommet de la Ligue arabe de Beyrouth, a tracé une voie offrant des garanties à un beaucoup plus grand nombre de protagonistes.

Le journaliste et militant Charles Levendosky s'interroge dans l'*International Herald Tribune* sur les incohérences de l'administration Bush qui se prétend établir la démocratie en Irak et suspend les libertés fondamentales aux États-Unis. Le propos ne doit pas être pris à la légère : si, il y a un an et demi dans ces colonnes, nous avons choqué en annonçant « La mort de la démocratie en Amérique », ce constat est aujourd'hui partagé par beaucoup, y compris Albert Gore dont nous avons reproduit [le diagnostic](#).

De son côté, le leader de l'opposition australienne, le travailliste Mark Latham, récuse l'actuelle « guerre au terrorisme ». Dans *The Age*, il souligne que loin de frapper les terroristes, la guerre conduite par l'administration Bush tue les populations innocentes des États du prétendu « Axe du Mal ». Il enjoint donc le gouvernement conservateur de John Howard à se désolidariser de Washington et retirer les troupes australiennes engagées en Irak.

Le propagandiste Daniel Pipes teste dans le *Jerusalem Post* un argument supplémentaire pour justifier la surveillance des populations musulmanes en Occident : rien ne permettait de se douter que certaines personnes arrêtées pour terrorisme pouvaient appartenir à des réseaux militants, pour les démasquer il faut donc s'assurer de la coopération de la communauté musulmane. Cependant cet appel à la délation repose sur un sophisme car rien ne prouve que les personnes suspectées de terrorisme soient vraiment des terroristes. À preuve l'affaire Zacarias Moussaoui, qu'il cite : ce jeune Français est suspecté d'être le 20e pirate de l'air du 11 septembre, mais deux autres personnes sont poursuivies sous les mêmes charges alors même que rien ne prouve qu'il ait été prévu 20 pirates de l'air pour cette opération.

Le *New York Times* donne la parole à des féministes à propos de l'Afghanistan et de l'Irak qui devraient être proclamés l'un et l'autre État islamique. Noeleen Heyzer du Fonds des Nations Unies pour les femmes regrette qu'aucun siège ne soit réservé aux femmes dans les instances locales afghanes. Raja Habib Khuzai et Songul Chapouk, qui sont les deux femmes restantes au Conseil de gouvernement irakien depuis l'assassinat de leur collègue, s'indignent de la place congrue réservée aux femmes par l'Autorité de la Coalition. Toutes envisagent un système communautariste avec des fonctions électives réservées aux femmes et attribuées par un collège électoral féminin.

## Murhaf Jouejati

Murhaf Jouejati est expert du conflit israélo-arabe au Middle East Institute de Washington et professeur à la George Washington University.

### « Une perspective de paix syrienne »

Source : Ha'aretz

Référence : « A Syrian perspective on peace », par Murhaf Jouejati, *Ha'aretz*, 3 décembre 2003.

Pour les Syriens, l'initiative de paix du prince régent Abdallah soumit à la Ligue arabe à Beyrouth en mars 2002 est la meilleure tentative diplomatique pour résoudre le conflit israélo-arabe pacifiquement.

Ce plan prévoit la reconnaissance d'Israël en échange d'un retour aux frontières de 1967 et d'un traitement juste de la question des réfugiés palestiniens. Il s'appuie sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU. Il rentre dans la logique de la Syrie qui estime que la paix doit être obtenue en échange des territoires et que le conflit est israélo-arabe et pas israélo-palestinien. Ce dernier présupposé a pour conséquence que les États arabes doivent négocier ensemble avec Israël et pas séparément comme les y incite la stratégie de Kissinger mise en place dans les années 70.

La Syrie estime également qu'il faut s'accorder sur la situation envisagée par les différents acteurs avant de négocier les détails et non pas discuter seulement des sujets faciles avant d'aborder les vrais problèmes pour mettre progressivement en place une confiance entre les acteurs. C'est pourtant la stratégie mise en place depuis les accords d'Oslo.

En fait, le seul groupe opposé à l'initiative saoudienne, c'est la droite israélienne.



## Charles Levendosky

Charles Levendosky est le rédacteur de la page éditoriale du Casper Star-Tribune, un journal local du Wyoming, et le rédacteur en chef de FACT, un site dédié à la liberté d'expression aux États-Unis.

### « Démanteler la démocratie états-unienne »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Dismantling U.S. democracy », par Charles Levendosky, *International Herald Tribune*, 3 décembre 2003.

Il y a une ironie troublante dans les affirmations de l'administration Bush en faveur de la démocratie en Irak alors qu'elle démantèle la démocratie aux États-Unis.

En effet, **John Ashcroft**, avec la bénédiction de l'administration Bush, empêche la libre circulation des informations au nom de la sécurité nationale. Il a fait fermer de nombreux sites officiels et limité la disponibilité des informations sur les activités du gouvernement. Le FBI a organisé la collecte d'information sur les militants pacifistes et en a même arrêté pour les interroger sur leurs activités politiques.

Le général **Eberhart** a affirmé qu'il fallait commencer à penser différemment le rôle de l'armée dans la sécurité du pays. De son côté, le général Tommy Franks prétend qu'il faudrait mettre en place un gouvernement militaire à la place du système constitutionnel actuel si les États-Unis étaient touchés par une arme de destruction massive. Ce type de déclaration peut être interprété comme une préparation de l'opinion à une remise en cause de l'ordre constitutionnel.

## Mark Latham



Mark Latham est le dirigeant de l'opposition travailliste au Parlement australien.

### « Renverser la marche de folie de l'Australie »

Source : The Age

Référence : « Reversing Australia's march of folly », par Mark Latham, *The Age*, 3 décembre 2003. Cette tribune est une reprise d'un article écrit le mois dernier pour le magazine *Defender*.

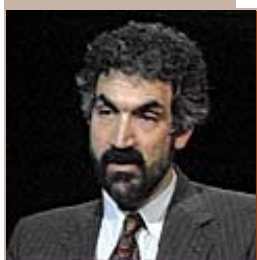
Les réactions à la visite de **George W. Bush** au Royaume-Uni symbolisent l'échec de sa stratégie. Elle était censée être une guerre au terrorisme, pas une guerre contre des femmes et des enfants. C'était aux terroristes qu'il fallait s'attaquer et non pas aux populations des pays regroupés sous la dénomination boiteuse d'« Axe du Mal ».

L'Australie n'aurait pas dû suivre cette stratégie car notre priorité n'est pas l'Irak, mais supprimer les réseaux terroristes au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Les États-Unis ont été surpris par le 11 septembre et ils restent dans l'incapacité de conduire une politique antiterroriste efficace. L'Australie doit

donc compter sur ses seules forces et changer de stratégie. Nous devons être de meilleurs combattants du terrorisme et protéger notre peuple plutôt que de défendre notre stratégie.

Nous devons également expliquer à Washington que sa stratégie est en train d'échouer et notre Premier ministre, **John Howard**, doit être honnête et reconnaître ses propres erreurs.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Mais il était gentil avec sa mère »

Source : Jerusalem Post

Référence : « But he was good to his mother », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 3 décembre 2003

L'arrestation de Sajid Badat pour avoir participé aux entraînements d'Al Qaïda en Afghanistan et être en possession de PETN, un explosif qui a failli être utilisé dans les chaussures Richard Reid, a secoué les Britanniques qui ont échappé de peu au premier attentat-suicide sur leur sol. Pourtant de nombreux musulmans de sa communauté n'ont pas eu la même réaction et ont fait son éloge, le présentant comme un homme sympathique.

Il s'agit du même type de réaction qu'on a pu entendre dans d'autres affaires impliquant des terroristes ayant commis des attentats-suicide ou à propos de Zacarias Moussaoui, le 20e pirate de l'air. Ces marques de sympathies ont lieu car les militants de l'islam, comme ceux de tous les mouvements totalitaires, trouvent des soutiens parmi des personnes talentueuses et séductrices. Le succès de ces personnes et leur charme sont une preuve que le terrorisme ne sera pas seulement vaincu en affrontant ses « racines » que seraient la pauvreté ou le désespoir. Cela implique également que les militants de l'islam sont difficiles à identifier au sein de la communauté musulmane et que celle-ci a donc une responsabilité pour nous aider à les démasquer.

## Noeleen Heyzer



Noeleen Heyzer est directrice exécutive de l'United Nations Development Fund for Women.

### « Faire une nation plus égale »

Source : New York Times

Référence : « Making a Nation More Equal », par Noeleen Heyzer, *New York Times*, 3 décembre 2003.

Les femmes d'Afghanistan ont peu de temps pour influencer le nouveau projet de constitution qui doit être examiné par la Loya Jirga la semaine prochaine et qui ne garantit pas l'égalité homme-femme.

En dépit des évolutions de la société, beaucoup de femmes afghanes ont vu peu de changements lors des deux dernières années, surtout hors de Kaboul où elle restent soumises à la pression des règles traditionnelles et où les abus contre elles restent impunis. La communauté internationale doit les soutenir et défendre leur droit. Il faut que ceux-ci soient inscrits dans la constitution afghane afin qu'ils ne puissent disparaître lors d'un jugement de la Cour suprême afghane qui adopterait une interprétation extrême de la loi islamique. Il est important de définir clairement le terme de « citoyen » afin qu'il inclue les femmes.

Bien que la constitution accorde un nombre de sièges particuliers aux femmes, il n'y a rien de prévu au niveau local, là où les résistances sont les plus fortes. Il y a deux ans, lorsque l'Afghanistan a été libéré des Talibans, le monde a réalisé que la sécurité globale est liée au droit des femmes et il y a eu un engagement international en leur faveur. Il faut continuer.

## Raja Habib Khuzai, Songul Chapouk

Raja Habib Khuzai est membre du Conseil de gouvernement irakien.

Ingénieur et enseignante irakienne, Songul Chapouk est membre du Conseil de gouvernement irakien.

### « Le trésor caché d'Irak »

Source : New York Times

Référence : " Iraq's Hidden Treasure ", par Raja Habib Khuzai et Songul Chapouk, *New York Times*, 3 décembre 2003.

L'Irak comprend de nombreuses femmes capables de mener le pays vers la démocratie, mais elles sont sous-représentées dans les instances de gouvernement transitoire. L'Autorité provisoire de la Coalition devrait leur laisser plus de place.

Aujourd'hui, il n'y a que deux femmes au Conseil de gouvernement irakien et une seule agence gouvernementale (celle des travaux publiques) est dirigée par une femme. Seuls quinze juges sur les milliers que compte l'Irak sont des femmes et elles subissent les pressions de leurs homologues masculins. C'est ce problème que nous avons évoqué devant **George W. Bush** quand il nous a reçu avec une délégation de femmes irakiennes.

Les modèles concernant la parité sont les pays d'Europe du Nord, imités dans

de nombreuses autres régions, mais le Rwanda a également mis en place un système innovant pour faire participer les femmes en leur réservant le tiers des sièges de la chambre basse et en faisant voter pour ces sièges, le seul électorat féminin. Le gouvernement états-unien doit travailler sur ces exemples et soutenir l'accroissement du nombre de femmes à tous les niveaux du gouvernement et constituer une commission chargée de vérifier que ces mesures sont respectées.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Arab News, Jordan Times



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

## Des pays arabes ouvrent leur secteur énergétique aux investisseurs étrangers

Référence : « Kingdom Reaches Out to Attract Investors », par Mushtak Parker, *Arab News*, 3 décembre en 2003. « Energy cooperation goodwill deal signed at EuroMed conference », *Jordan Times*, 3 décembre 2003.

La conférence consacrée aux investissements en Arabie Saoudite, qui s'est tenue à Londres à l'initiative du Middle East Economic Digest (MEED), s'est terminée mardi 2 décembre 2003. Au cours des discussions, l'Arabie saoudite a fait savoir qu'elle souhaitait créer un meilleur cadre pour les investissements étrangers, particulièrement dans le domaine du pétrole et du gaz.

Les autres secteurs concernés sont l'assurance, le marché de capitaux, le secteur minier, les infrastructures d'énergie et d'eau, la pétrochimie, l'électronique et les télécoms.

Ces mesures, couplées avec un dispositif législatif régissant les activités économiques dans le royaume et la future adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en avril 2004, devraient offrir de bonnes perspectives de croissance et d'investissement. Selon des banquiers présents à la Conférence, l'Arabie saoudite est néanmoins confrontée à d'importants défis sur tous les fronts, notamment la déréglementation et l'emploi.

Des observateurs saoudiens ont fait savoir à *Arab News* qu'ils souhaitaient voir mis en œuvre des réformes encore plus radicales et rapides en Arabie saoudite, notamment concernant l'éducation, l'aide sociale, les services financiers, l'économie de marché et les privatisations. Certains d'entre eux ont déploré la date de cette conférence, qui survient dans une période où les attentats qui secouent la région découragent les investisseurs étrangers.

Le même jour, à la conférence EuroMed, qui réunit l'Union européenne et l'ensemble des pays méditerranéens, un accord a été signé entre la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Turquie et Chypre, ainsi que l'Union européenne, en vue de renforcer le partenariat entre ces pays dans le domaine de l'énergie, d'après le secrétaire-général du ministère de l'Énergie et des ressources minières jordanien Khaldoun Ateishat. Il s'agit d'aider les pays signataires à implanter des activités dans le secteur énergétique pour la période 2003-2006. Selon lui, la Jordanie envisage de privatiser prochainement son secteur de production et de distribution d'électricité.

## Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

## Israël et les États-Unis résistent à l'appel aux négociations lancé par le président syrien

Référence : « Shalom lists conditions for resumed talks with Syria », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 3 décembre 2003. « US casts doubt on Assad's readiness for renewed talks », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 2 décembre 2003.

Les réactions diplomatiques se sont multipliées, lundi 2 décembre 2003, au regard des déclarations du président syrien, Bashar al-Assad, qui demandait aux États-Unis, dans un entretien paru dimanche 1er dans le *New York Times*, de reprendre leur rôle de médiateur entre Israël et la Syrie.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a énuméré trois conditions préalables à la reprise du dialogue avec la Syrie : Damas doit

- ▶ arrêter de soutenir le terrorisme ;
- ▶ arrêter de faire transiter des cargaisons d'armements donnés par l'Iran au Hezbollah ;
- ▶ et ne pas formuler de conditions préalables.

Selon lui, « *les remarques positives sur la paix sont toujours encourageantes, mais les mots ne suffisent pas. Nous voulons voir des actes.* ». Si la Syrie accepte ces conditions, « *il n'y a aucun doute que le gouvernement d'Israël envisagera sérieusement cette option [de reprise des négociations]* »

Dans ce dossier, le porte-parole du Département d'État, Richard Boucher, a déclaré que Washington « *avait du mal à comprendre comment la Syrie peut parler de paix au moment même où elle continue de soutenir des groupes qui sont violemment opposés au processus de paix, au gouvernement palestinien et à la construction d'un État palestinien* ».

Selon lui, les États-Unis continuent de penser que Damas facilite « *le flux d'hommes, de capitaux et d'autres biens qui font du tort à la reconstruction de l'Irak* ». Le président syrien a expliqué que le Syrie manquait d'hommes pour pouvoir contrôler l'ensemble de sa frontière avec l'Irak.



## Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

### Israël poursuit le morcellement des territoires occupés

Référence : « Jerusalem's borders are being redrawn », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 3 décembre 2003. « Construction begins on new east Jerusalem neighborhood », par Etgar Lefkovits, *Jerusalem Post*, 2 décembre 2003. « Israel helped arrange Cairo hudna talks », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 3 décembre 2003.

Jihad Abu Znaid, un dirigeant du Fatah du camp de réfugié de Shuafat, au nord-est de Jérusalem, a rendu compte à *Ha'aretz* de la visite quotidienne de techniciens du ministère de la Défense dans les environs afin d'y délimiter le tracé du mur de séparation

Selon les informations recueillies par *Ha'aretz*, cette portion de la clôture sera réalisée l'année prochaine. Elle devrait « *totalelement changer la vie des 100 000 personnes qui travaillent à Jérusalem* ». 70 % d'entre elles disposent en effet de cartes d'identité bleues qui les identifient comme des résidents de Jérusalem, bien qu'elles ne soient pas des citoyens israéliens.

Les concepteurs du mur ont surtout tenté de « *tracer une ligne sinueuse sans logique urbaine, qui coupe les zones arabes et les camps de réfugiés du centre de leur vie qu'est Jérusalem. Une fois le mur construit, ils devront montrer leurs cartes d'identité à de nouveaux checkpoints afin d'accéder à la ville, et leur statut de résident de Jérusalem pourra être annulé de facto par une décision ultérieure du gouvernement israélien* ».

Depuis trois ans, très peu de services municipaux, à l'exception de l'éducation, sont assurés dans ces zones mitoyennes peuplées d'Arabes. La plupart ne fera bientôt plus partie de la juridiction municipale de Jérusalem, comme Shuafat et Anata, tandis que de nouvelles terres devraient être annexées aux zones voisines juives afin de rester à l'intérieur des frontières de la ville, en prévision d'une croissance future. Les quartiers concernés sont ceux de Pisgat Ze'ev et Neveh Yaacov.

Cette portion de la clôture aura aussi la particularité de séparer le nord de la Cisjordanie du sud. Les populations palestiniennes tentent donc d'acheter des terrains dans les zones les plus proches de Jérusalem, afin d'être incorporées dans le tracé du mur de séparation.

Toujours à Jérusalem, un projet de construction de 400 appartements a commencé, dimanche 30 novembre 2003, dans une zone proche du quartier-général de l'ONU et du site proposé pour accueillir la future ambassade des États-Unis.

Le début des travaux, qui intervenait le jour même de l'arrivée dans la région de l'émissaire états-unien, William Burns, a été ralenti par une manifestation de membres de l'association israélienne Paix maintenant. Une vingtaine de manifestants ont tenté de bloquer les bulldozers avant d'être dispersés par la police au cours d'une intervention particulièrement musclée.

Le chef des négociateurs palestiniens, Saeb Erekat, a critiqué ce nouveau projet de construction : « *Nous appelons le gouvernement israélien à cesser ces mesures prises sur le terrain et à opter pour des négociations sérieuses qui*

*mettront un terme au cercle vicieux et mèneront à une solution à deux États », a-t-il déclaré. Les résidents d'un village proche du site ont déjà indiqué qu'une partie de la terre prévue pour la construction leur appartient, un point contesté par la ville et les promoteurs.*

D'après le plan de paix proposé par l'ancien président états-unien, Bill Clinton, à Camp David, et le texte des accords de Genève, toutes les sections arabes de Jérusalem tomberaient sous contrôle palestinien.

Les territoires occupés deviennent tellement morcelés que le ministre des Infrastructures nationales israélien, Yosef Paritzky, et son homologue palestinien, Azzam Shawwa, ont dû signer, à Rome, un accord sur le partage de réseaux électriques entre Israël et l'Autorité palestinienne, qui ouvre la voie à la création d'une tutelle commune dans ce domaine.

## L'Orient Le Jour



### Polémique dans « L'Orient Le Jour » sur l'avenir politique de Rafic Hariri

Référence : « La visite fantôme du Premier ministre à Damas a secoué le landerneau politique », par Ziyad Makhoul, *L'Orient Le Jour*, 3 décembre 2003. « Lahoud réaffirme l'existence de divergences politiques », *L'Orient Le Jour*, 3 décembre 2003. « Henri Hélou appelle Hariri à clarifier sa position », *L'Orient Le Jour*, 3 décembre 2003.

Le Premier ministre libanais s'est rendu à Damas, mardi 2 décembre 2003, pour y rencontrer des officiels syriens dont la liste complète n'est pas connue. La seule personnalité qu'il a rencontrée avec certitude est Rustom Ghazalé, le chef des services de renseignement syriens au Liban.

D'autres rumeurs font état d'une rencontre avec le vice-président syrien, Abdel-Halim Khaddam, un proche de Rafic Hariri « *de moins en moins écouté à Damas* » selon *L'Orient Le Jour*, voire avec le président syrien, Bashar al-Assad.

Le Premier ministre libanais avait refusé, dimanche 30 novembre, d'assister au dîner organisé par le président Lahoud en l'honneur du président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, déclenchant une réaction des autorités syriennes, qui « *se seraient déclarées "de plus en plus outrées" par les réactions de Rafic Hariri* ». Les spéculations vont bon train sur l'éventualité d'un remaniement gouvernemental, et sur la future échéance présidentielle. Omar Karamé, ancien Premier ministre et rival de Rafic Hariri, a ainsi déclaré que « *rien de bien sérieux ou de bien réel ne laisse supposer un changement de cabinet, et je partage l'avis du président Hariri : l'actuel gouvernement restera en place jusqu'à la fin du mandat* » du président Lahoud.

Mardi matin, la presse de Rafic Hariri est revenue sur les déclarations du Premier ministre, et a assuré qu'il assisterait bien au dîner donné en l'honneur de Lula. Le président Lahoud aurait également tempéré ses propos à l'encontre du chef du gouvernement.

Ces revirements, qui se déroulent dans un climat d'opacité totale, semblent symptomatiques de la complexité de la politique politicienne libanaise, qui tient à l'écart ses citoyens de processus de décision pourtant cruciaux.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Selon « Ha'aretz », les États-Unis se désengagent du conflit israélo-palestinien

Référence : « Washington warns Israel not to rock the Mideast boat », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 3 décembre 2003.

Selon *Ha'aretz*, l'administration états-unienne a diminué son niveau d'implication dans le conflit israélo-palestinien et a cessé ses efforts pour relancer le processus de paix, préférant se focaliser sur le dossier irakien et la réélection de George W. Bush.

« *Tout le reste est secondaire* », selon le quotidien israélien, et « *cela signifie qu'Israël et les Palestiniens sont invités à ne pas se mettre en travers de ces objectifs* ».

D'après « *des messages émis par Washington en direction de Jérusalem* », le bord israélien semblerait ne pas comprendre les intérêts états-uniens et ne pas aider à les réaliser. Un constat qui a poussé l'administration états-unienne à élaborer trois interdictions à l'encontre d'Israël :

- ▶ ne pas s'attaquer physiquement au président palestinien, Yasser Arafat ;
- ▶ ne pas déstabiliser la région ;
- ▶ et ne pas prendre de mesures imposant une réalité sur le terrain contrecarrant la formation future d'un État palestinien.

Washington a notamment souligné, à ce sujet, l'importance de maintenir une viabilité de cet État et sa continuité, d'où son opposition à l'extension des colonies et au tracé du mur de séparation, et son exigence de voir démanteler les avant-postes illégaux.

Les sources israéliennes citées par *Ha'aretz* ne se montrent pas très inquiètes, et écartent l'hypothèse d'une crise dans les relations avec Washington avant les élections présidentielles états-uniennes de novembre 2004. Ainsi les récentes mesures de réduction des garanties bancaires sont décrites comme négligeables. De même, le soutien des États-Unis à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU défendant la Feuille de route a été contrebalancé par les manœuvres de Washington pour empêcher les Palestiniens de saisir le tribunal pénal international de La Haye au sujet du mur de séparation.

Dans le même temps, Washington continue de boycotter le président palestinien, Yasser Arafat et, après l'échec du gouvernement de Mahmoud Abbas, ne semble pas pressé de soutenir celui d'Ahmed Qureih. Les responsables états-uniens ne devraient même pas rencontrer le Premier ministre palestinien à un niveau supérieur à celui de l'émissaire de Washington dans la région, William Burns. Une rencontre avec des officiels de rang supérieur a en effet été repoussée au lendemain de la rencontre entre Ariel Sharon et Ahmed Qureih, qui ne devrait pas avoir lieu dans l'immédiat. Au cours d'un entretien avec ce dernier, William Burns lui a demandé de ne plus poser de conditions préalables à cette rencontre.